

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

à joindre au [formulaire de modification de récépissé](#) ou à télécharger lors de votre [formalité en ligne](#)

# MODIFICATION D'ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT OU DE TOUT CHANGEMENT DU DIRECTEUR

### ➤ IDENTIFICATION DU DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT (LE CHEF D'ENTREPRISE OU LE REPRESENTANT LEGAL s'il n'y a pas eu de nomination de directeur)

- Copie de la pièce d'identité ou extrait d'acte de naissance (copie intégrale ou extrait avec filiation)

### ➤ MORALITE DU DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT (LE CHEF D'ENTREPRISE OU LE REPRESENTANT LEGAL s'il n'y a pas eu de nomination de directeur)

#### Ressortissant de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen :

- Lettre de consentement signée pour la communication du casier judiciaire du pays d'origine à l'autorité française

#### Ressortissant d'un Etat tiers :

- Extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois, ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative de cet Etat

### ➤ DANS TOUS LES CAS

- L'original du récépissé de déclaration préalable d'activité à remettre au moment de la délivrance du nouveau récépissé

### ➤ POUR UN CHANGEMENT DU DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT : APTITUDE PROFESSIONNELLE

#### ✓ Aptitude professionnelle acquise en France

#### Obtenue avec un diplôme :

- Copie du diplôme<sup>1</sup> d'un niveau égal ou supérieur à trois années d'études supérieures après le baccalauréat et sanctionnant des études juridiques, économiques et/ou commerciales

- Copie du brevet de technicien supérieur professions immobilières
- Copie du diplôme de l'institut d'études économiques et juridiques appliquées à la construction et à l'habitation
  - Obtenue avec un diplôme et une expérience professionnelle :
- Copie du baccalauréat ou d'un diplôme<sup>1</sup> de niveau 4 et sanctionnant des études juridiques, économiques et/ou commerciales

et

- Bulletins de salaires relatifs à l'exercice pendant au moins 18 mois<sup>2</sup> d'un emploi subordonné se rattachant à la mention demandée.
  - Obtenue avec une expérience professionnelle :
- Bulletins de salaires relatifs à l'exercice d'un emploi subordonné se rattachant à la mention demandée en tant que non cadre pendant au moins 5 ans ou en tant que cadre pendant au moins 2 ans,
  - ✓ **Aptitude professionnelle acquise dans l'Union Européenne ou dans l'Espace Economique Européen pour un ressortissant membre de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen**
  - [Etat membre réglementant l'activité d'agent immobilier](#)
- Attestation de compétence ou titre de formation permettant l'accès ou l'exercice de l'activité dans l'Etat membre
- Traduction assermentée des documents (consulter la CCI)
  - [Etat membre ne réglementant pas l'activité d'agent immobilier](#)
- Attestation de compétence ou titre de formation attestant la préparation à l'exercice de l'activité
- Justificatif de l'exercice de l'activité pendant au moins 1 an au cours des 10 dernières années excepté si la formation prépare spécifiquement à l'exercice de l'activité
- Traduction assermentée des documents (consulter la CCI)
  - ✓ **Aptitude professionnelle acquise dans un pays tiers reconnue par un Etat membre de l'Union Européenne (UE) ou dans l'Espace Economique Européen (EEE) HORS FRANCE\_ pour un ressortissant membre de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen**
- Titre de formation attestant la préparation à l'exercice de l'activité, délivré par un Etat tiers
- Attestation de l'autorité compétente de l'Etat membre de l'UE ou de l'EEE certifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans cet Etat
- Traduction assermentée des documents (consulter la CCI)
  - ✓ **Le cas échéant, pour un ressortissant UE, E.E.E ou d'un Etat tiers**
- Copie, certifiée conforme par le demandeur, du diplôme ou certificat justifiant le suivi d'un enseignement à la langue française ou des attestations établissant l'acquisition de la langue française par l'usage.

**REMUNERATION POUR L'INSTRUCTION DU DOSSIER : 96€**  
**Arrêté du 10 février 2020**

<sup>1</sup> Diplôme délivré par ou au nom de l'Etat ou inscrit au Répertoire National des Certifications Professionnelles

<sup>2</sup> Pour un temps partiel, équivalent du temps plein exigé